

Stéphanie Brander



Suisse-allemande exilée depuis peu en terre romande, la question de l'égalité entre femmes et hommes toujours au centre de ses préoccupations, Stéphanie Brander raconte son parcours de vie avec bonheur. Elle explique qu'elle a été sensibilisée aux injustices par une approche « intellectuelle », c'est-à-dire principalement en lisant. Au gymnase déjà, elle lit Simone de Beauvoir avec passion, dont elle admire non seulement les écrits, mais également la vie personnelle : on retrouve

aujourd'hui, dans son salon à Cully, une grande et belle photo du couple Sartre-Beauvoir, qu'elle tarde un peu, selon elle, à accrocher au mur.

Très jeune, elle intègre le monde militant bernois par un groupe trotskyste. Elle fait partie de ces militantes qui croient en leur combat, mais n'est jamais celle « qui prend le micro », celle qui se met en avant. Comme beaucoup d'autres féministes de son temps, elle expérimente chez les trotskystes un machisme qui

semble parfois en contradiction avec les positions affichées du groupe. Elle rejoint alors le « Frauenbefreiungsbewegung » (FBB) de Berne, avec lequel elle participe à « l'anti-congrès » en 1975, un événement de protestation du 4ème congrès suisse des intérêts féminins, parce que ce dernier n'insère pas dans son programme la grande question féministe de l'époque, l'avortement.

« Pour moi, le féminisme, c'est ne pas réduire les femmes à la maternité comme destin biologique »

Dès 1976, elle entame des études de philosophie et de français, puis obtient un poste d'assistante à l'université de Berne. Dans les années 1980, elle participe avec d'autres femmes du milieu académique à la fondation de FemWiss et aux nombreux débats féministes de l'époque sur les études genre, le féminisme, l'égalité et aussi la différence. Cette militante qui définit son féminisme comme le fait de « ne pas réduire les femmes à la maternité comme destin biologique » va continuer son parcours au sein des institutions, pour peut-être aussi les voir changer. Elle met en place le poste de cheffe de service de promotion des femmes à l'université de Berne, l'un des premiers de Suisse. Elle occupe ce poste jusqu'en 1996, moment où elle est engagée comme cheffe de la section culture et société à l'Office fédéral de la culture. Ce changement de route n'en est pas tout à fait un : dans son mandat, elle continue de réfléchir aux questions d'injustice en se penchant par exemple sur la question des minorités linguistiques et des gens de voyage en Suisse.